

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/Q1/TPKM/1
G/SCM/Q1/TPKM/1
26 septembre 2002
(02-5172)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Questions posées par les COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES concernant la notification du TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU¹

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 24 septembre 2002.

1. La Réglementation applicable à l'imposition des droits compensateurs et des droits antidumping ne semble pas inclure de dispositions concernant certains droits essentiels des tierces parties dans le cadre d'une enquête antidumping, telles que l'accès aux éléments de preuve et aux renseignements présentés par les autres parties intéressées (voir l'article 6.1.2, 6.3 et 6.4 de l'Accord antidumping); la divulgation avant qu'une détermination finale soit établie (voir l'article 6.9 de l'Accord antidumping); l'accord préalable de l'entreprise et de l'État Membre concernés pour ce qui est d'une enquête et de la divulgation des résultats (voir l'article 6.7 de l'Accord antidumping). Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu pourrait-il expliquer comment le respect des dispositions susmentionnées de l'Accord antidumping de l'OMC est assuré?
2. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu pourrait-il expliquer comment l'application des prescriptions de l'article 3.5 de l'Accord antidumping est assurée?
3. Le deuxième paragraphe de l'article 21 de la Réglementation dispose que l'autorité compétente ne devrait pas tenir compte des renseignements lorsque la demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée ou lorsque le résumé non confidentiel n'est pas fourni. De tels renseignements, en conformité avec l'article 6.5.2 de l'Accord antidumping, pourraient-ils néanmoins être utilisés, lorsqu'il peut être démontré de sources appropriées qu'ils sont corrects?
4. L'article 31.1 et 31.3 de la Réglementation ne fait pas référence à l'utilisation de données en ce qui concerne la même catégorie générale de produits, comme le prévoit l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu pourrait-il expliquer comment cette disposition sera appliquée?
5. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu pourrait-il expliquer comment l'application de la prescription de l'article 7.3 de l'Accord antidumping est assurée?

¹ G/ADP/N/1/TPKM/1.

6. La Réglementation ne semble pas contenir de dispositions équivalentes à l'article 9.3.1 ou 9.3.2 de l'Accord antidumping. Comment l'application de ces dispositions serait-elle assurée?

7. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu pourrait-il confirmer que, aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage, l'article 37.2 de la Réglementation devrait être interprété comme faisant référence à une sous-cotation du prix ou à une dépression du prix "notable"?

8. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu pourrait-il expliquer la ou les procédures concernant la révision judiciaire des déterminations antidumping?
